

Med forbehold om endringer
SPERRET til

Le Chateau d'Akershus

Madame Gro Harlem Brundtland

DISCOURS DU PREMIER MINISTRE A L'OCCASION DU DINER OFFERT PAR LE
GOUVERNEMENT AU PRESIDENT DE LA COMMISSION DE LA CEE; M. JACQUES
DELORS - LE 17 OCTOBRE 1986

Monsieur le Président,
Madame Delors,
Mesdames, Messieurs,

L'Europe est depuis plus de deux millénaires un moteur pour le progrès et le développement culturels et politiques du monde. Les moments décisifs de l'histoire moderne de l'humanité ont à leur source des courants d'idées européens. Dans un monde complexe les peuples se sont tournés vers l'Europe pour qu'elle les guide. Aujourd'hui de nouveaux centres de force se sont constitués en Amérique et en Asie, contraignant l'Europe à relever de nouveaux défis. La fonction actuelle qu'assume l'Europe dans le monde ne reflète ni son potentiel, ni les responsabilités qui lui incombent, ceux-ci ne se limitant pas à notre propre continent. Tel est le nouveau défi que nous devons relever. La diversité de l'Europe et l'étendue de nos possibilités constituent sans nul doute notre force. Si nous parvenons à développer un nouvel esprit européen, nous serons à même de dégager et de coordonner de nouvelles forces. Au sein d'une Europe politiquement renforcée, la Norvège doit exercer une fonction tout aussi naturelle que celle qu'exercent les pays de la Communauté. La conscience d'appartenir à cette Europe de future, riche de promesses, se renforce considérablement dans l'opinion du peuple norvégien.

A la lumière de ces considérations, j'ai le très grand plaisir de souhaiter la bienvenue en Norvège pour ce dîner au château d'Akershus au Président de la Commission de l'Europe Communautaire, M. Jacques Delors et à son épouse Mme Delors. Plus de six ans se sont écoulés depuis la dernière visite officielle d'un Président de la CEE. Les conversations fructueuses que nous avons eues aujourd'hui me permettent de dire que l'étroite coopération entre la CEE et la Norvège continue à se développer. Votre visite s'inscrit dans une période particulièrement active de cette coopération.

Les relations qu'entretient la Norvège avec les pays de l'Europe Communautaire ont été approfondies et fortement élargies à de nouveaux domaines. Elles témoignent justement de la conviction accrue de l'association d'intérêts qui caractérise les relations entre la CEE et les pays de l'AELE et entre la Norvège et la CEE. L'Europe évolue sans cesse. Notre coopération reflète cet état de choses. Je souhaite qu'elle continue à se situer dans le droit fil de cette évolution.

D'un point de vue historique, les points culminants du développement culturel norvégien résultent en grande partie d'un vaste échange d'idées, de connaissances et d'hommes entre les centres culturels de la Norvège et ceux de l'Europe. Rappelons aussi que les idéaux et les institutions politiques norvégiens reposent sur des traditions politiques européennes qui à leur tour s'inspirent du droit antique, de la religion chrétienne et des courants d'idées de l'ère des Lumières - courants qui ont atteint leur point culminant avec la proclamation de l'indépendance américaine - enfant légitime de l'Europe - et avec la Révolution française.

Le développement d'un puissant mouvement travailliste européen d'orientation internationale repose également sur ces bases historiques, constituant tout au long du XXème siècle une force motrice tant au niveau des idées pour l'Etat-Providence moderne européen, qu'au niveau de la responsabilité à l'échelle inter-

nationale. L'horizon européen a toujours été vaste. Il se traduit aujourd'hui par une solidarité à toute épreuve envers le Tiers Monde en matière de soutien pratique et idéologique aux forces constructrices. On attend - avec raison - beaucoup de l'Europe. Nous sommes tenus de veiller à ce que ces espérances soient réalisées, et à ce que l'Europe s'acquitte de son leadership.

Monsieur le Président,

La situation géographique, politique, économique et culturelle particulière de notre pays a contribué à la décision du peuple norvégien de ne pas adhérer aux Communautés Européennes lors du Référendum en 1972. Cette décision prise à la majorité ne doit cependant pas empêcher la Norvège de resserrer ses liens avec les pays de la Communauté.

Les Norvégiens sont aujourd'hui de plus en plus sensibles aux questions européennes et s'intéressent davantage à la coopération européenne. Cet intérêt accru s'explique sans doute en grande partie par le succès de la coopération de l'Europe communautaire ces dernières années. La CEE a fait état d'une vitalité remarquable dans des domaines tels que la coopération de la politique étrangère, l'élargissement du Marché Commun à la Grèce, l'Espagne et le Portugal, la coopération monétaire, une politique commune en vue d'assurer le bon déroulement du marché inter-communautaire, le commerce, la pêche, la protection de l'environnement ainsi que dans de nouveaux domaines tels que la recherche, le développement et la coopération technologique. Le mérite de ce succès est en grande partie attribuable aux efforts assidus de la Commission de la CEE.

La Norvège souhaite étendre aussi loin que possible la coopération avec la CEE afin de faire connaître ses points de vue et ses options de façon à avoir un droit de regard sur les décisions qui nous concernent directement, notamment sur le plan économique et sur le plan de la recherche et de la technologie. La coopération avec la CEE semble être particulièrement propice sur le plan de la recherche et de la technologie. Face au développement techno-

logique et économique des Etats-Unis, du Japon et de certains autres pays asiatiques, l'Europe est aujourd'hui confrontée à un sérieux défi. L'industrie européenne doit être davantage présente sur la scène technologique de pointe si elle veut éviter de languir et de soumettre l'emploi et la croissance aux conséquences néfastes qui peuvent s'ensuivre. En matière de politique étrangère les points de vue norvégiens sur les grandes questions semblent coïncider de plus en plus souvent avec l'attitude des pays communautaires à l'égard de la Coopération Politique. La Norvège souhaite en conséquence accorder la priorité à une coopération aussi étroite que possible avec la CEE et la CPE. Pour ces raisons la Norvège a l'intention d'établir une délégation à Bruxelles à partir du 1er janvier 1987.

Le Gouvernement norvégien aimerait poursuivre une coopération plus active au sujet de la réalisation et la libéralisation du marché intra-communautaire, dans les domaines de la recherche et du développement, de la pêche, de l'environnement, des transports et de la navigation, dans le cadre de l'AELE aussi bien que sur le plan bilatéral entre la Norvège et la CEE. A cet égard, il importe de donner suite à la déclaration commune de la CEE/l'AELE à la réunion de Luxembourg en 1984. La Norvège exerçant la Présidence de l'AELE pour la période en cours, a noté à sa grande satisfaction la déclaration du Conseil de la CEE du 15 septembre dernier, selon laquelle le Conseil affirme la volonté des Douze d'approfondir et d'élargir la coopération avec les pays membres de l'AELE. Le Gouvernement norvégien a beaucoup apprécié la bienveillance et la franchise dont a fait preuve la Commission de la CEE à l'égard de la Norvège et de l'AELE. Nous avons particulièrement noté votre engagement personnel, Monsieur le Président, pour instaurer une économie plus dynamique et concertée au sein de la zone de libre échange européen.

Désireux d'initier un débat sur les relations entre la Norvège et la CEE ainsi que sur la coopération européenne, nous avons pris l'initiative de rédiger un rapport détaillé sur la politique européenne que mène la Norvège. Ce rapport sera présenté au Parlement norvégien au cours de l'automne. Les défis lancés par une CEE à la fois dynamique et expansive seront étudiés dans le

cadre du type d'association choisi par la Norvège. Il va de soi que le débat sur la construction européenne en Norvège sera influencé par l'orientation que choisira d'adopter la CEE. Une Communauté qui aspirerait à devenir un bloc commercial protégé serait non seulement incompatible avec les principes fondamentaux du Traité de Rome, mais porterait également préjudice à la réputation internationale de la CEE. Si au contraire la CEE choisit de promouvoir des échanges commerciaux européens constructifs et ouverts vis à vis du monde extérieur, une politique de plein emploi et d'égalisation, la défense de la paix et la prospérité, l'idée européenne aura sans nul doute une puissance de pénétration encore plus importante en Norvège. Il importe à notre peuple que l'Europe joue un rôle prévoyant et constructif dans le développement mondial dans les années à venir.

Une responsabilité particulière vis à vis de l'Afrique incombe à l'Europe. L'Afrique - ce gigantesque continent à la porte de nôtre, relié à l'Europe par la Méditerranée et des moyens de communications modernes ainsi que par les liens historiques issus du commerce, de la colonisation et de la décolonisation, l'Afrique - où sont aussi pratiquées nos langues européennes - court le risque de s'engager dans une direction qui ne peut guère la servir. Des problèmes d'ordre écologique menacent sa base vitale. En Afrique australe, des descendants européens défient les principes fondamentaux de la liberté et des droits de l'homme. Nous, Européens, avons pris parti dans la lutte pour l'Afrique et la défense de la paix. Il convient à présent de prendre des mesures d'action pour donner suite à notre résolution.

Monsieur le Président,

Nous, Européens, avons de nombreux intérêts en commun. Nos territoires restreints, la densité de la population et les effets à long terme provoqués par une forte croissance économique depuis la deuxième guerre mondiale ont contribué à surcharger lourdement notre environnement. Les pollutions qui ne connaissent aucune frontière nous montrent l'incidence de notre dépendance mutuelle sur tous les domaines. Il nous faut veiller à ce que notre

développement économique prenne en considération les mesures qui s'imposent.

Nous avons la possibilité d'effectuer un choix. Nous avons la possibilité d'oeuvrer pour une croissance économique durable. Nous avons la possibilité d'influencer le développement global en coopérant avec les pays en voie de développement. Or pour réaliser nos objectifs, les pensées écologiques et économiques doivent fusionner. A travers la mise en place de nouvelles formes de coopération internationale, les pays européens seront en mesure d'exercer une influence sur le développement global. C'est par la mise en commun de nos efforts que la créativité et la tradition européenne seront susceptibles d'agrandir la gamme des possibilités qui s'offrent à nous.

Monsieur le Président,

Vous soulignez dans l'oeuvre que vous venez de publier : "En sortir ou pas" que l'alternative à l'unité européenne est le déclin de l'Europe en tant que civilisation indépendante. Vous sous cet aspect, les nouveaux progrès et l'optimisme au sein de la coopération de la CEE sont d'autant plus réjouissants. La Norvège souhaite vivement participer à cette coopération. Monsieur le Président, je lève mon verre à l'idée européenne.